

SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL
DU 16 DECEMBRE 2014

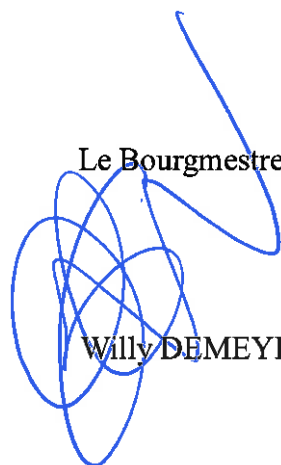
ADDENDUM

M. le BOURGMESTRE

- A.D. 18 bis** Proposition de motion de la Ville de Liège à l'adresse des autorités fédérales, régionales et communautaires : nous ne paierons pas l'austérité.
Point inscrit à l'ordre du jour à la demande de M. Raoul HEDEBOUW, Conseiller communal.

141212

Le Bourgmestre,



Willy DEMEYER



PTB

Parti du Travail de Belgique
Rue Mathieu Laensberg, 20
4000 Liège
liege@ptb.be
liege.ptb.be

Proposition de motion pour le conseil communal du 16/12/2014

Motion de la Ville de Liège à l'adresse des autorités fédérales, régionales et communautaires : nous ne paierons pas l'austérité

Considérant que les gouvernements régional, communautaire et fédéral envisagent de nouveaux plans d'économie qui ne manqueront pas d'impacter les finances de la Ville de Liège,

Attendu que l'Union Wallonne des Villes et Communes a estimé l'impact de mesures contenues dans l'accord du Gouvernement fédéral à un surcoût net pour les pouvoirs locaux wallons de 306 millions d'euros en 2015¹,

Considérant que le gouvernement fédéral

- est décidé à poursuivre et durcir la politique anti-sociale d'exclusion des chômeurs laquelle ne manquera pas d'impacter les finances de notre CPAS. ²
- est décidé à soumettre les intercommunales à l'impôt des sociétés (ISOC) ce qui ne manquera pas d'affecter à la baisse les dividendes perçues par la commune
- est décidé à privatiser Belfius, partenaire historique et privilégié des communes, ce qui ne manquera pas d'affecter les capacités de financement des investissements de la commune
- est décidé à ne pas indexer les dotations fédérales accordées aux zones de police ce qui ne manquera pas d'augmenter la participation de la commune dans le financement de sa zone
- n'envisage aucune aide aux communes pour le financement des pensions des agents statutaires des pouvoirs locaux

Considérant que le gouvernement wallon

- est décidé à diminuer la valeur du point APE de 12 euros ce qui ne manquera pas d'impacter le nombre d'employés APE dans différents services de la commune, du CPAS et dans l'enseignement communal
- est décidé à reporter le financement de certains investissements notamment dans les crèches, les lits en maison de repos et les infrastructures sportives
- est décidé à économiser 6,9 millions d'euros sur les plans d'ancrage communaux ce qui réduira inévitablement l'investissement nécessaire dans le logement social, déjà fort limité

¹ <http://www.uvcw.be/actualites/2,129,1,0,5855.htm>

² Ce coût est estimé par la Fédération des CPAS wallons à 96 millions d'euros pour 2015

- est décidé à réduire de 5 % le budget des TEC ce qui ne manquera pas d'impacter la qualité voire la quantité d'emplois dans cette entreprise publique et aura un effet sur les investissements nécessaires pour une meilleure mobilité dans notre commune
- n'envisage aucun refinancement supplémentaire du Fonds des Communes ni du Fonds Spécial de l'Aide Sociale

Considérant que le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

- fait peser des menaces sur les subventions dédiées à l'enseignement différencié ce qui impactera inévitablement l'emploi, la qualité de l'encadrement et le nombre de projets dans bon nombre d'écoles de notre commune
- est décidé à faire des économies de 2,8 millions d'euros en limitant l'offre d'options dans un « bassin d'enseignement ». Ce qui ne manquera pas d'attiser la concurrence entre les réseaux d'enseignement et in fine aboutira à la fermeture de certaines options dans nombre d'écoles avec des implications certaines pour l'emploi dans l'enseignement communal
- est décidé à diminuer le budget de la Culture d'1 % pour les subventions des conventions et contrats-programmes ce qui affectera bon nombre d'institutions culturelles sur notre commune

Considérant tous ces plans d'économie, nous, conseillers communaux liégeois, demandons aux différents gouvernements de

- retirer leurs plans d'économie
- œuvrer à l'augmentation du pouvoir d'achat de nos concitoyens

Considérant l'explosion des inégalités en Belgique et dans notre commune en particulier, nous, conseillers communaux liégeois, demandons au gouvernement fédéral de

- entendre les demandes des mondes syndical, associatif et culturel pour faire payer les vrais responsables de la crise : les banquiers, les spéculateurs et les millionnaires

Considérant le caractère redistributif et solidaire du Fonds des Communes et du Fonds Spécial de l'Aide Sociale, nous, conseillers communaux liégeois, demandons au gouvernement régional de

- envisager un refinancement conséquent du Fonds des Communes et du Fonds Spécial de l'Aide Sociale
- rendre la liberté aux communes de taxer les forces motrices ou à défaut d'envisager une nouvelle taxe pour mettre à contribution les grandes entreprises bénéficiaires installées dans notre commune

Fait à Liège le 16 décembre 2014.

Cette motion est votée ...

Raoul Hedebouw
Pour le groupe PTB+